

**LA POLITIQUE ATLANTIQUE:**

- Réglementation du droit de grève ;
- Graves atteintes à la Sécurité sociale ;
- Austérité ; oppression coloniale ;
- 2 ans de service militaire ;
- 1.500 milliards de crédits militaires.

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE



SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11<sup>e</sup>) — Tel. : CEN. 68-96

C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

# Pas d'homme, pas un sou pour leur guerre

## La quadrature du cercle

**E**FFRAYE par la volonté unanime des peuples d'en finir avec le régime de sang et de larmes — selon le mot du vieux réactionnaire Winston Churchill — l'impérialisme mondial sous la direction des barons de Wall Street s'apprête à lancer l'humanité dans le plus affreux des massacres.

Après la guerre, en 1945, l'impérialisme américain s'est affublé des criquets du « général douairier ». Le plan Marshall devait ramener la prospérité, l'ordre, le bonheur, La

par R. GARREAU

stabilité marseillaise s'est transformée en une instabilité atlantique. Les plans de réarmement introduisant dans l'économie française tous les éléments d'une désintégration fondamentale.

Dans tous les domaines de la vie économique, politique et sociale, l'empire américain s'efforce de faire derrière la politique de réarmement atlantique, entraîne des contradictions insurmontables.

Les exigences de la politique de préparation à la guerre c'est un déficit budgétaire de l'ordre du 300 à 500 milliards de francs.

René Mayer et les gouvernements cessent de résoudre la quadrature du cercle ; comment réduire ce déficit pour conjurer l'inflation ? Arrêter l'envolée des dépenses en dollars, c'est réduire les achats de matières premières, de charbon, de métaux non ferreux, etc. Mais les hautes fournaux et les aciéries exigent ces matières de base pour fonctionner et couvrir leurs commandes de guerre.

Sans rien régler ce problème, le gouvernement décrète l'austérité. C'est-à-dire une nouvelle baisse massive du niveau de vie.

L'impérialisme français ne peut même pas choisir entre le beurre et les canons. Le standard de vie diminue ne permettra pas encore de réaliser les plans d'armement.

Les décisions politiques sont et seront prises à Washington. Mais en même temps Wall Street entend élargir ses débouchés : il vend son charbon à un taux prohibitif et interdit aux capitalistes français de l'utiliser pour la fabrication de produits manufacturés destinés à l'exportation. D'où une série de déficits de la balance commerciale.

Les contradictions internes de l'impérialisme mondial menacent d'exploser ! Voilà le fait majeur. Et c'est parce que ces menaces internes d'explosion augmentent chaque jour que l'impérialisme ne s'a pas d'autre issue que de préparer une nouvelle guerre.

(Suite page 2.)

Après la réussite du 9 novembre

# LE CARTEL NATIONAL D'ACTION LAIQUE doit préparer la manifestation nationale

Comme tous ceux qui ont pleinement confiance dans l'action des travailleurs, les trotskystes ne sont pas surpris du magnifique succès de la grève des enseignants du 9 novembre. Les nouvelles qui nous sont parvenues de l'Alsace, des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, de l'Isère, de l'Hérault, de l'Oise, de Seine-et-Oise, du Rhône, de la Vendée... indiquent que dans ces départements la quasi-unanimité des instituteurs sont entrés en lutte. Dans la Seine, la proportion est de 75 %. Partout, dans leurs réunions, ils ont affirmé leur volonté de poursuivre leur action jusqu'à l'abrogation des lois antilaïques de Bonaparte. Et les milliers de participants parisiens n'oublieront pas de sitôt l'atmosphère du meeting de la Mutualité, le désir de lutte qui s'en dégageait. Les professeurs, malgré l'attitude équivoque de leurs dirigeants, ont tenu à associer au mouvement de grève, ainsi, par exemple, 85 % d'entre eux causaient le travail à Chalons.

Dans de nombreux endroits, les enseignants ont su poser le problème de l'école devant l'Assemblée des travailleurs. A Lyon, ils défient en ville, accompagnés de délégations syndi-

**L**ES semaines passées ont été à l'Assemblée celles du pléniénaire et des maquisonnages. Maquisonnage du gouvernement, maquisonnage des augmentations de crédits auprès des riches conatus américains et étaient son Indochine anglaise comme un mendiant étiole ses plies. Mais les financiers yankees se sont montrés inflexibles. La réponse aux sollicitations françaises transparentement dans le discours de René Mayer. C'est à peu près : « Allez dire à ceux qui vous envoient qu'il nous faut un gouvernement français capable de résister à l'extérieur, les grévistes, qui impose l'austérité et réarme selon nos décisions. Nous étudierons ensuite l'opportunité du relèvement de nos armées. »

Le bilan de René Mayer rebelle avec brutalité la situation de faillite de l'impérialisme français. Devant tant de franchise, un frisson glacé a dû couvrir dans le dos des députés de la majorité. Mais le problème ainsi posé ne leur laisse pas d'échappatoire : il s'agit de se soumettre et d'accepter la situation en bloc ou de se démettre en ouvrant une crise pleine de risques.

Un quart de siècle double depuis le Centre parlementaire avait vu atteinte la phase culminante des marchandages entre les différents groupes d'intérêts de la bourgeoisie que Plevin nomme « associations revendicatives de

Michel LEQUENNE.  
(Suite page 2.)

# Tous ensemble pour sauver LES 34 DE BARCELONE

Franco sera bientôt donné comme modèle par Washington aux gouvernements occidentaux. Non seulement, il cède aux U.S.A. en toute propriété, contre des dollars, les bases nécessaires à l'expansion impérialiste mais il assassine les militants ouvriers.

Telle légende que l'ère subémissive d'accéder à la bourgeoisie est que le gouvernement espagnol se libéralise, que la Phalange ne joue plus en Espagne de rôle important, que les prisonniers politiques sont libérés, si quelques critiques subsistent encore, ce serait, selon les mêmes indulgents commentateurs, par suite de « la menace communiste ».

La vérité est bien différente. Franco ne se rapproche pas de la « démocratie » mais la phalangisme avec la bénédiction du Pentagone. La Phalange a renforcé ses positions au sein du gouvernement, a terrorisé militaire-cléricale est plus violente que jamais.

La nouvelle attitude des « démocrates » à l'égard de leur allié franquiste s'accompagne du silence sur ses crimes. Non moins, ceux dont l'écho nous parvient sont sinistrement probants.

Trente-quatre militants ouvriers catalans sont menacés de mort, plusieurs d'entre eux sont membres du Parti socialiste unifié de Catalogne (stalinien) et sont en prison depuis de longues années. En les assassinant, Franco veut, devant l'opinion publique mondiale, attribuer la responsabilité des grands grèves et manifestations du printemps dernier à l'agitation d'« agents de l'étranger ». Mais cela peut d'autant moins tromper que dans l'ombre plus épaissie encore, il est vrai, d'autres militants de toutes tendances sont arrêtés, torturés, menacés de mort.

La lutte pour la Libération des trente-

quatre et des autres victimes du franquisme n'est pas seulement une tâche élémentaire de solidarité, c'est une partie intégrante de la grande lutte contre la préparation de la guerre par les dictateurs capitalistes coalisés.

Quelle que soit l'« évolution » politique des « 34 » aujourd'hui, les « démocrates » du dos « 27 » aujourd'hui, c'est le devoir de toute la classe ouvrière d'imposer à Franco de mettre bas les pattes devant eux.

## LES ELECTIONS MAROCAINES

### Succès éclatant du boycott

On connaît maintenant les résultats des élections aux Chambres marocaines dont le nouveau Résident avait voulu faire une manifestation d'« unité franco-marocaine » qui s'est finalement terminée par le mitraillage des électeurs refusant de se rendre aux urnes.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, les informations manquent sur la situation mais on sait que la plus féroce répression s'est abattue sur le Maroc. Toutes les « modérations », toutes les mesures de terreur « démocratiques » ne peuvent néanmoins empêcher les chiffres de parler clairement : 97 % d'abstentions à Casablanca, et Agadir, 96 % à Safi, et partout ailleurs un pourcentage d'abstentions variant entre 85 et 95 %.

En refusant ainsi d'avalliser une prétendue réforme « démocratique » qui avait été imposée de force au Sultan il y a quelques mois, le peuple marocain a montré qu'il était clairement conscient de la situation qui représentait pour lui toute forme de collaboration avec l'impérialisme français.

# HUIT JOURS CHEZ LES MINEURS

Les Gueules Noires ne veulent pas que l'on touche à leur Sécurité sociale



De notre envoyé spécial André REVEL

**P**OUR aller de Paris à Lens par le rapide de Dunkerque, il faut moins de deux heures et demie. Et pourtant, que sait-on d'ordinaire à Paris de « ch'Nord », du pays des mines où des centaines de milliers d'hommes et de femmes mènent une vie qui semble d'un autre monde ?

Car le Nord, ce n'est pas seulement Arras et son superbe hôtel de ville, ni Béthune avec son vieux beffroi qui surmonte un apocalypique ossuaire de terrilages. Le « ch'Nord » est un pays de combats de coqs. C'est aussi, c'est d'abord la mine, les tours des chevalets, les pyramides des terrils posés sur la plaine comme les pièces d'un échiquier, c'est la brique barbouillée des coronas tous semblables, c'est la fine poussière d'un air qui au « jour » sèche la gorge en moins d'une heure et au fond tue en moins de quinze ans, c'est la masse la plus misérable, mais aussi la plus groupée, la plus combattive et la plus farouche des travailleurs de notre pays.

C'est tel que je viens d'être témoin de la naissance, du développement et de la victoire de la grève pour la suppression du ticket modérateur, action qui a montré avec éclat combien les travailleurs du sous-sol, un moment affaiblis par leur longue lutte de l'hiver 45, reprennent aujourd'hui leurs forces.

### C'EST LA GREVE !

De quoi s'agit-il ? De défendre une des plus chères conquêtes de la corporation : le régime de la sécurité sociale minière, qui assure aux mineurs, en raison du caractère exceptionnellement malsain et dangereux de leur travail, le droit au remboursement intégral des frais médicaux et pharmaceutiques pour eux et leur famille.

Depuis l'été, sous prétexte de combler le déficit de la Sécurité sociale, ceux qui ne manquent jamais d'argent pour la guerre, gouvernants et dirigeants syndicaux à leur solde,

parlaient d'imposer aux mineurs un ticket modérateur qui les obligerait à rembourser 5 % de leurs soins. Cela avait même fait assez de bruit dans les sections du P.C.F. pour que les caisses de secours, 5 %, tira-t-on, ce n'est pas grand'chose, mais les travailleurs ont appris depuis longtemps que quand on se laisse prendre le doigt dans un engrenage, l'engrenage a vite fait de vous prendre la main, puis le bras.

Voilà venir l'hiver, les gripes, les bronchites, les « coups durs », plus fréquents à la mine que nulle part ailleurs. C'est le moment qu'a choisi M. Paul Bacon, ministre M.R.P. du travail, pour instituer le ticket modérateur. Et, cette fois, à 15 %.

Comme les mineurs s'y attendaient depuis longtemps, ça n'a guère entraîné. Le 10 novembre, à Henin-Liétard, Lens et Liévin, spontanément, plusieurs fosses se mettent en grève. Presque aussitôt, la C.G.T., de loin la plus puissante dans le bassin, prend la tête du mouvement. Cependant, à Paris, la direction « Force Ouvrière » désavoue la grève. Mais le 14, Lam-pin, secrétaire de la Fédération F.O. du bassin, doit s'incliner devant les faits : « Nous sommes en grève », déclare-t-il aux journalistes. En grève, lui, bien sûr, n'y est pas, mais ses mandats, comme leurs camarades cégétistes, comme les C.F.T.C. et les inorganisés, y sont, eux, depuis quatre jours.

Dès le 16, le gouvernement est contraint de modifier le décret : les mineurs ne remboursent en aucun cas plus de 60 francs ; en outre, de nombreuses dérogations sont prévues.

(Suite page 2.)

# S'EN VA CONTRE LA GUERRE

propose Daniel Renard aux Assises de la Paix de la Régie Renault

## POUR LA LAICITE

La région parisienne du P.C.I. a adressé au Cartel d'Action laïque une lettre l'assurant de son soutien. Elle déclare notamment :

« Notre parti qui défend constamment les droits fondamentaux de la classe ouvrière contre les empiétements de la réaction d'Etat et politique, combat contre les subventions à l'école libre, contre la loi Maréchal, l'enseignement de la religion, etc. Nous sommes convaincus que le Cartel d'Action laïque et les travailleurs de toutes tendances... »

Il y a à la base ce qui est en ces mesures de réaction serait abolies par le combat... Le P.C.I., sans condition, soutiendra toute action menée par le Cartel d'Action laïque... Vive l'unité d'action pour l'abrogation totale de la loi Maréchal.

Invité à présenter le point de vue du P.C.I. aux Assises de la Paix de la Régie Renault, le 10 novembre à Billancourt, notre camarade Daniel Renard devant les 45 délégués représentant la C.G.T., la C.F.T.C., le S.I.R., le Mouvement de Libération du Peuple (M.L.P.), le Parti communiste français, le P.C.I. et Pax Christi, a prononcé un discours dont nous publions ci-dessous les passages essentiels.

Camarades, Avant de donner le point de vue de mon organisation sur le problème de la guerre et de la paix, je tiens au nom du Parti communiste internationaliste que je représente, à féliciter les organisateurs de cette assemblée et en particulier les camarades Tarré et Manière pour la façon dont ils ont envisagé la tenue de cette réunion. L'esprit de démocratie et la liberté de la convocation sont déjà pour nous une contribution importante au large mouvement et au large débat qui doivent sortir d'ici.

Aujourd'hui, au XX<sup>e</sup> siècle, les guerres du système capitaliste sont des guerres de conquête et de rapine et ne peuvent se faire que contre la volonté des peuples. Les magnats des

banques et de l'acier se lancent dans des entreprises militaires folles contre la volonté des peuples et tentent de juguler à tout moment et à chaque étape les aspirations légitimes de la classe ouvrière et du peuple vers la paix. La libre confrontation des opinions et la discussion fraternelle ouvrent une brèche dans le système dictatorial que tentent ou tentent de nous imposer ceux qui ont la prétention de nous gouverner.

Mais il y a plus. Que dans le mouvement ouvrier règnent des règles de démocratie est un facteur de renforcement et d'union de tous les travailleurs... S'il est vrai que les bourgeois spéculent sur nos divisions, ils

Suite page 4.

FRATERNISATION

Un peu plus de dix mille soldats et officiers américains séjourneront actuellement en France. L'impérialisme accélère en Europe la préparation de sa guerre contre l'U.S.S.

Les capitalistes yankees racontent aux soldats américains qu'il faut s'arrêter dans le pays et faire la guerre en France pour sauver la « liberté » et la « démocratie ».

Les soldats américains qui sont des prolétaires sous l'uniforme n'ont pas un devoir de classe de dire « Ce que nous n'est pas votre ennemi ».

Le Parti communiste français et son journal « L'Humanité » s'adresse à l'armée américaine sans tenir compte des distinctions de classes.

La politique de « l'humanité » n'est en fait qu'une manœuvre de diversion de l'échec de tout ce qui est américain.

Le P.C.F., constatant ces contradictions et la mainmise accrue de l'impérialisme américain sur l'économie et la politique françaises...

Qu'elle grince ou non des dents, qu'elle gémit ou pleure, la bourgeoisie française n'a pas le choix de solutions. Pour tenter de préserver la structure capitaliste de l'économie et de la société française...

Il y a donc une contradiction fondamentale de la politique officielle prônée par la direction du P.C.F.

L'appel adressé aux travailleurs, de combattre pour défendre leurs droits fondamentaux, a heureusement la volonté de rassembler toutes les classes dont l'une, la bourgeoisie, entend poursuivre son offensive anti-travailleuse.

On ne peut nier l'air et le feu, on ne peut nier les bourgeois français et les travailleurs. On ne peut nier l'attaque contre le régime américain de Grand Capital et contre le Pacte atlantique qu'en unifiant les forces laborieuses contre le capitalisme français et son Etat.

LETTRES

DE LA CASERNE

A la caserne les anciens n'ont pas le droit de parler aux bleus. Heureusement, La Vérité leur permet de dire à tous comment ils ont travaillé.

Le dimanche, on n'a plus confiance dans les soldats, pour les patrouilles en ville. Ce sont les officiers qui les font, en jeep. C'est plus rapide et plus facile pour ramasser les gars.

N'écoutez pas les promesses. Ne vous laissez pas séduire par les primes mirifiques. Voilà ce qu'on vous prépare.

Les appelés qui « remplissent » sont très peu nombreux. Dernièrement, sur

JOUHAUX

Prix Nobel de la Paix...

Les bourgeois qui distribuent les prix Nobel, les prix de l'humanité, ont le goût de la dynamite, ont attribué, cette année, leur prix de « La Paix » à Leon Jouhaux.

On ne peut souhaiter plus cynique, ni plus véridique, pour St Jouhaux fut pacifiste. En effet, ce fut qui dans toute les classes ; en faveur de la bourgeoisie.

En réalité, la politique de Jouhaux ne fut qu'un perpétuel ralliement à la politique de guerre de l'impérialisme, son « pacifisme » dans la lutte de classes ne préparant que mieux les conditions de sa victoire dans la guerre.

On se rappelle 1914 où, jurés à cette occasion, les représentants des éléments syndicalistes utilisés par la bourgeoisie à la mobilisation des masses ouvrières.

La bourgeoisie internationale de 1951, chancelante et apeurée, se devait, pour les mêmes besoins de sa préparation à la guerre contre l'U.R.S.S., à la guerre contre le communisme.

La bourgeoisie internationale de 1951, chancelante et apeurée, se devait, pour les mêmes besoins de sa préparation à la guerre contre l'U.R.S.S., à la guerre contre le communisme.

Les mineurs en grève

Victoire des dirigeants F.O. et C.F. T.C. qui, ne représentant qu'une infime minorité, ont négocié à Paris, sans mandat, l'« aménagement » du décret ? Non : victoire de l'action directe qui, pour la première fois de puis 1914, a fait rentrer ces jours-ci les mineurs de leur vie, la mine tue. Pas seulement en masse, tout d'un coup et spectaculairement par le grève et les abolissements qui vous enterreront vivants, mais au détail, lentement, sournoisement, par la silicose qui vous prend l'abord 5 %, puis le 10 %, puis le 20 %, puis le 30 %, puis le 40 %, puis le 50 %, puis le 60 %, puis le 70 %, puis le 80 %, puis le 90 %, puis le 100 %.

LA CASERNE

quatre cents démobilités, deux seulement se sont rengagés, deux sergents pour la prime de dix-huit billets et le salaire de 18.000 à 35.000 par mois.

On envoie aussi des types en Indochine en dehors des engagés. Ce n'est pas légal car dans l'Armée de l'Air, Les enrôlés par devancement d'appel y sont pris d'office pour l'Indochine pour un stage de trois mois.

Le dimanche, on n'a plus confiance dans les soldats, pour les patrouilles en ville. Ce sont les officiers qui les font, en jeep. C'est plus rapide et plus facile pour ramasser les gars.

Après la grève du 9 novembre

de masse qui fera reculer le gouvernement. Les diverses expériences que nous avons eu le droit de faire depuis le début de la campagne (constitution de nouvelles associations de parents d'élèves, comités de défense dans les localités, les usines, contacts plus étroits des instituteurs avec la classe ouvrière) doivent être largement connus et généralisés.

Le gouvernement hydrocéphale ne peut plus vivre appuyé sur les jambes débilés de sa majorité flottante.

NOS PERMANENCES

- BOUCHES-DU-RHONE 3, rue du Docteur-Barberin, TARASCON. Bar du Chaperon-Rouge, rue Colbert, en face de la Poste centrale, tous les vendredis, de 17 h. 30 à 19 heures, MARSEILLE. HERAULT M. Burguîtres, BALARUC-LES-BAINS. PUY-DE-DOME Adressez la correspondance à Gérard Bloch, 72, boulevard Gambetta, CHAMALIERES. LOIRE - Maurice Laurent, café Besset, place du Peuple, SAINT-ETIENNE. LOIRE-INFERIEURE « La Vérité » est vendue le dimanche matin au marché du Bouffray, NANTES. MAYENNE Café du Dauphin, tous les samedis de 17 h. à 19 h., 3 cours Gambetta, LYON. FINISTERE Ecrire à Yvonne Carliou, 30, rue Jacques-Noël, QUIMPER. M. Tarquis, 1<sup>er</sup> venelle du Polygone, Kerebon-St-Pierre, BREST.

La bourgeoisie prépare la guerre civile. Le prolétariat s'y prépare-t-il ?

« CTOBRE ». Depuis trente-quatre ans, ce nom est devenu, dans toutes les langues de l'humanité, synonyme de révolution. Il fait frémir d'effroi le cœur des opprimés, il remplit d'effroi celui des oppresseurs. C'est qu'« Octobre » n'est pas un simple événement, c'est une existence pacifique, c'est un monde à être fidèle à son enseignement.

LA VÉRITÉ JOURNAL

LES AMIS DE « LA VÉRITÉ » 34<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE de la REVOLUTION D'OCTOBRE

Comme les années précédentes, des amis de notre journal, des membres de Parti de plusieurs centaines dans la salle Russet tout juste assez vaste pour les contenir, nous s'être détendus, la vue d'un classique Charlot, et Jour de paye, l'assistance vibra aux perceptions du Parti. Matériel qui retraçait un des épisodes de la révolution de 1917.

Notre camarade Richetti, dans une courte allocution fit applaudir la politique de notre Parti, contre la préparation de la guerre, contre le gouvernement des partis ouvriers sans ministères capitalistes.

CERCLE LÉNINE

C'est devant une salle comble que le Cercle Lénine a repris, le vendredi 2 novembre, la série de ses réunions. Pierre Frank, au nom du Secrétaire de l'IV<sup>e</sup> Internationale, fit un compte rendu des travaux du troisième Congrès Mondial et, après avoir dressé le tableau de la situation actuelle dominée par la préparation de la guerre impérialiste et la montée des forces révolutionnaires dans le monde, il définit la politique de notre mouvement international.

Pas un soldat pour la guerre impérialiste

tout ordre ». Desant ces députés mesquins, rapaces représentants de leur classe en décomposition, l'indépendant Pierre André se demandait, inquiet, si 320 d'entre eux, s'élevant au niveau des intérêts généraux de leur classe, désigneraient un gouvernement de majorité parlementaire.

de salaires, les travailleurs entendent se battre au coute à coute, tous ensemble, pour la défense de toutes leurs conquêtes. Les premiers éléments d'un programme d'intérêt ouvrier existent : minimum vital, échelle mobile, défense des nationalisations, etc.

La bourgeoisie internationale de 1951, chancelante et apeurée, se devait, pour les mêmes besoins de sa préparation à la guerre contre l'U.R.S.S., à la guerre contre le communisme.

REVOLUTION

fauteils formidables auxquelles se heurtait la révolution, dans une Russie arriérée, en proie à la famine, à la guerre, la bourgeoisie mondiale. Le pouvoir des soviets, conseils d'Etat, constamment renouvelables et révoquables par leur base, constamment libérés d'expression et de critique de la classe ouvrière. Au sein même du parti bolchevique d'acier nécessaire dans l'action reposait sur la démocratie la boration de la ligne politique. Au plus fort de la guerre constitutionnelle et d'opposition libérale au sein du parti bolchevique d'acier nécessaire dans l'action reposait sur la démocratie la boration de la ligne politique.



S R L E F T O U V R I E R S

ÈS DES ENSEIGNANTS

Activité unie dans les mines

UNE fois encore les mineurs ont montré le chemin. La grève qui vient de se terminer dans le Nord et le Pas-de-Calais est un leçon pour tous les travailleurs et un avertissement sérieux pour le gouvernement, de même que pour F.O. et la C.F.T.C.

La réponse dominante des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais a montré qu'il y a une large marge entre ce que veut et ce que peut le gouvernement.

Obbligé de battre précipitamment en retraite, il n'a pu sauver la face que grâce aux efforts des dirigeants de F.O. et de la C.F.T.C.

Les petites et les grandes manœuvres ne peuvent dissimuler ce qu'il était aisé de prévoir. Les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire. Jamais la bourgeoisie française ne réussira à imposer à froid ses plans de misère et de guerre.

Les dirigeants de F.O. et de la C.F.T.C. doivent comprendre : Qu'ils le désirent ou non, tous les travailleurs se dresseront contre toute attaque à leur niveau d'existence ou à des avantages cherement acquis.

Qu'ils le veulent ou non, contre cette politique de misère et de préparation à la guerre, les travailleurs surmontent patiemment les divisions passées.

Entrés avec réticence dans la grève des mineurs, les dirigeants F.O. et C.F.T.C. n'ont eu que le souci d'en sortir le plus rapidement possible en tendant une planche de salut au gouvernement.

Dans cette voie, la destruction de leur organisation est certaine. Mais le fait qui demeure et qui dépasse de très loin les manœuvres politiciennes des dirigeants F.O. et C.F.T.C., c'est que pendant un jour et demi, et pour la première fois depuis 1948, la volonté de lutte des mineurs les a contraints à mener une action conjointe avec la C.G.T.



GRÈVE des examens, campagnes contre les lois antisyndicales, propositions de discussion adressées par la C.G.T. aux autres centrales et auxquelles, la première, la F.E.N. a répondu il y a quelques semaines...

Par la logique même de la position unitaire qu'ils ont adoptée en 1948, les dirigeants ont été amenés à un front unique de réalisation nettement différent de celle des bonzes de F.O. : ils ont accepté l'invitation de Frachon, tenté de réaliser un front unique de fonctionnaires, recherché l'appui de l'ensemble des syndicats ouvriers dans la lutte laïque.

On ne craignait rien tant que notre union. Cette union qui est la force principale dont disposent les ouvriers pour faire valoir leurs droits et en particulier leur droit à la paix.

Ces actions doivent être un pas dans cette voie, et un pas important. Quant à nous, nous soutenons sans conditions, nationalement et internationalement toute action de masses exploitées, aussi minime soit-elle contre leurs exploitateurs et leur exploitation, contre la croissance effrénée du budget militaire et contre la course aux armements.

Notre parti a toujours considéré que l'important était l'action. Et même sur des points limités d'action réelle contre la guerre, comme un seul homme nous contribuerons à mobiliser les masses.

Les origines de la guerre

La guerre n'est pas le fait de quel que esprit malin. La guerre est avant toute chose pour les possédants la manière la plus brutale, la plus barbare de continuer à assurer leurs profits scandaleux et même de les accroître. La guerre est le produit du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On ne peut parler de paix véritable, de bonheur, de quiétude et de sécurité pour l'humanité tout entière tant que des hommes, sur un point quelconque du globe, hâtent leurs appétits financiers, à faire s'enrichir les ouvriers du monde entier.

La guerre qui vient

A peine un demi-siècle nous sépare de la première guerre mondiale. Par deux fois les puissants de ce monde ont lancé les peuples dans des équilibres sanglants où des dizaines de millions d'hommes ont trouvé la mort.

L'hystérie belliqueuse qui règne, particulièrement dans les masses possédantes des U.S.A., ne peut que légitimement inquiéter les peuples du monde entier. D'autant plus que cet aspect de la lutte de classes internationale, le capitalisme, conduit de plus en plus ouvertement par la bourgeoisie américaine, est à la recherche de nouveaux marchés et de nouveaux débouchés.

Ces contradictions qui pourraient conduire à la longue la F.E.N. à l'affaiblissement et à la désagrégation ont été largement développées à la tribune par les porte-parole de l'Ecole Emancipée qui, pour avoir contribué d'une manière décisive à l'adoption par les enseignants en 1948 de la solution conforme à leurs intérêts, sont à même d'indiquer à chaque pas les fautes commises, les dangers et les solutions véritables.

Fautes aux tergiversations et aux contradictions réformistes, les staliniens ont apparemment abandonné leur politique scissionniste de 1948 pour tenter de promouvoir une politique plus énergique de la F.E.N. Mais leurs positions ont paru souvent confuses et contradictoires. Leurs leaders se sont même contredits sur le problème du Comité d'action universitaire, comité de grève temporaire formé pour la grève des examens en dehors de la F.E.N. et dont certains éléments réactionnaires voudraient faire une fédération de cadres concurrente de la F.E.N. Il est apparu que la position de soutien inconditionnel de ce comité prise au départ par certains dirigeants cégétistes rencontra une nette opposition de nombreux membres de cette même tendance.

De même sur le problème de la

lutte contre la guerre, l'Ecole Emancipée seule a défendu une politique cohérente de classe. Les réformistes nagent à pleins bords dans l'illusion petite-bourgeoise d'un désarmement généralisé, de la sécurité collective, de la confiance en l'O.N.U. Les staliniens étaient apparemment assurés d'obtenir une motion unanime sur les mêmes bases confuses, avec la coexistence pacifique et les rencontres entre les Grands en plus. Les représentants de l'E.E. ont dénoncé cette duplicité et, affirmant l'insuffisabilité de la guerre, ont clamé leur solidarité avec la lutte anti-impérialiste de tous les pays opprimés et de tous les prolétaires.

En même temps, l'E.E. faisait voter au Congrès unanimes des motions sur des points concrets : lutte contre le service de 18 mois ou de 2 ans, libération d'Henri Martin, solidarité avec les mineurs en grève...

Au total, le Congrès, sans apporter de réponse complètement satisfaisante à de nombreux problèmes importants que rencontre le syndicalisme ouvrier français, donne l'exemple réconfortant d'une fédération qui cohabite toutes les tendances et du rôle déterminant que joue une tendance syndicaliste-révolutionnaire dans une telle fédération unie.

LECLERC.

S'UNIR CONTRE LA GUERRE

(Suite de la première page)

bouchés. S'emparer de nouveaux territoires pour satisfaire les besoins impérieux de son économie, tel est le problème qui se pose à toute la bourgeoisie internationale. En premier lieu, les profits convoités sont l'U.R.S.S., la Chine et tous les pays de « démocratie populaire ».

Mais toute lutte des peuples pour s'affranchir d'une tutelle et de l'exploitation met en branle tout l'appareil répressif des bandits impérialistes car cette lutte compromet irrémédiablement l'équilibre combien instable de toute la bourgeoisie internationale. Tels sont les exemples de la Corée, de l'Indochine et aussi des pays arabes.

Le peuple coréen, voulant abolir justement la division absurde et criminelle qui séparait arbitrairement

gnatures et même par leurs propres signatures. Mener campagne pour le désarmement ou des pactes de non-agression, c'est risquer d'aboutir au désarmement des travailleurs et d'eux seuls.

Or, aussi longtemps que le capitalisme reste debout, la guerre est inévitable.

La lutte pour la paix en France

C'est aux masses ouvrières que nous faisons confiance pour mener, impulser et diriger une véritable politique de paix, et nous avons en France — et, hélas ! dans d'autres pays — l'expérience d'un gouvernement qui en dépit de ses déclarations, même une politique essentiellement orientée vers la guerre.

Aujourd'hui, il n'existe pas dans ce pays une seule branche de l'activité économique, aussi petite soit-elle, qui ne soit affectée de près ou de loin par la préparation à la guerre.

Croyez-vous qu'une déclaration de Pieven ou la signature de Schuman soit une garantie suffisante pour renoncer radicalement à la vapeur dans ce domaine? Nous ne le pensons pas.

Non croyons au contraire que seule la lutte pour un changement de gouvernement puisse résoudre l'un quelconque des problèmes qui à trait à la guerre ou à la paix. Ce gouvernement ne peut être que celui des partis qui représentent les deux grands courants essentiels de la classe ouvrière, je veux dire le Parti communiste français et le Parti socialiste. L'expérience d'un gouvernement qui en dépit de ses déclarations, même une politique essentiellement orientée vers la guerre.

Conclusion

La discussion a montré et montrera qu'en dépit de divergences de vues certaines, de nombreux points d'accord peuvent être trouvés immédiatement sur des mots d'ordre concrets. C'est de cela qu'il s'agit et c'est cela qui importe.

Le P.C.I. saura placer les nécessités de l'action avant toute autre chose et, je le dis solennellement, dans ce que notre organisation connaît des actions précédentes par le mouvement de la paix, il y a des points sur lesquels nous pouvons nous unir et combattre :

- Contre la guerre d'Indochine,
Contre le retrait des troupes d'occupation au Viet-Nam,
Contre les budgets militaires et pour l'affectation de ces budgets à la construction d'écoles et à la reconstruction,
Contre le pacte de l'Atlantique,
Pour la Corée et la Chine populaire contre l'impérialisme américain,
Contre les 2 ans et les 18 mois!

Le camarade Renard suggère essentiellement la proposition suivante : que de toutes les interventions soit diffusé dans l'usine, soit il conclut : « Que tous les travailleurs sachent dans quelle atmosphère et dans quel cadre se sont déroulés ces débats. Qu'ils sachent l'importance des questions soulevées, qu'ils comprennent le pas qui vient d'être fait et qu'ils aient une discussion fraternelle. Qu'ils sachent aussi qu'après ce pas en viendront d'autres et que, tous unis, au cas où il y a de la guerre, nous saurons gagner la paix ».

Le Gérant : JULIA Imp. Spéc. de la « VERITE » E.G. - G.D. 3 P. d. L. - F. 19

Grève nationale de la Presse

Les travailleurs de la presse de la région marseillaise sont en grève depuis le 31 octobre pour une augmentation de 10 % de leurs salaires.

La parution de tous les journaux quotidiens locaux était arrêtée. Les journaux « Le Provençal », « La France », « Le Méridional », etc. ont essayé de faire paraître des éditions réduites par des « jaunes ». Ce fut un échec puisque les quelques feuilles qui sortirent le firent à très faibles tirages. Le journal « L'Estampille », au bout de quelques jours, accorda à son personnel les 10 % réclamés : 7 % comme le proposait la S.N.E.P. et 3 % de la main à la main. Le Comité de grève des ouvriers de la presse décida de reprendre le travail pour la seule « Marseillaise », les autres titres restant sans imprimeurs.

Arguant du statut de la Société nationale des Entreprises de Presse (entreprise exécutant le tirage des journaux), les patrons de presse qui ne voulaient pas céder demandèrent à la S.N.E.P. d'assurer le tirage de tous les journaux ou de n'en fabriquer aucun. Se refusant à un accord avec leur personnel, les services de la S.N.E.P. de Marseille en référèrent à Paris qui alla à la ministre de l'Intérieur. La police vint occuper alors l'imprimerie où se tire « La Marseillaise » pour en empêcher la parution. Devant cette violation de la li-

berté de discussion des salaires, devant cette inadmissible utilisation de la police contre la liberté de la presse, devant l'occupation de l'imprimerie par les forces de police la Fédération du Livre C.G.T. a décidé de riposter par une grève générale de la presse, sur le plan national, pour 24 heures. C'est ainsi que les journaux du lundi matin et du lundi soir des 10 et 11 novembre n'ont pas paru, l'ordre de grève ayant été unanimement suivi.

La lutte des ouvriers de la presse de Marseille se poursuit et il est évident que la grève générale de 24 heures pesera favorablement dans le conflit qui les oppose aux patrons et à l'appareil répressif de la bourgeoisie.

C'est là encore la démonstration que tous les travailleurs sont prêts au combat dès que leurs dirigeants se décident à prendre leurs responsabilités. De nombreux ouvriers des entreprises de presse jugeaient, même, que ce n'est pas seulement les journaux qui devaient ainsi être touchés, à titre d'avertissement, mais, aussi, les périodiques pour lesquels la S.N.E.P. travaillait ce lundi. Leur Fédération, qui ne les avait pas consultés, a limité ce mouvement, mais, tel quel, il est un geste positif par sa réussite et par le rappel de la force ouvrière qu'il impose au patronat et à l'Etat-patron.

(Correspondant.)

LE PIEGE DE LA PRODUCTIVITE

« L'ENJEU final apparaît ainsi peu à peu : modifier progressivement l'état actuel en partageant les fruits plus abondants de l'effort commun », écrit M. Jacquemont dans le « Progrès » du 1er août, sous le titre « Une croisade pour la productivité ».

Nous avons vu (1) que la classe ouvrière dans son ensemble, instruite par une expérience douloureuse de la rapacité patronale, réticente en termes de productivité.

« L'Etat doit diriger les entreprises et le personnel... »

« Dans la lutte pour obtenir un climat psychologique favorable, il serait souhaitable que la majorité du personnel soit africain... »

« Enfin, si notre démonstration est suffisamment importante, elle aura de graves conséquences pour la paix sociale du pays... »

« Et voilà ! La caution calmante en quelque sorte ! Le réformisme à l'état pur (si l'on peut dire) dans toute son abjection... »

Tout y est : de la collusion avec le patronat, du mensonge de l'embauche, la présentation de la carte syndicale « libre », cette tentative de dupes, dont le cynisme n'a d'égal que l'indigne, ne doit trouver aucun écho parmi les travailleurs. Nous posons la question une fois encore : le capitalisme peut-il se réformer ? Peut-il modifier sa nature ? L'histoire, l'expérience répondent non.

« Mieux que pas touché? Augmentation de la productivité? 80 % éventuellement majoration des salaires? 10 %... »

« Et la différence ? 70 % à amorcer une baisse de prix ? Menagons ? Pour gonfler les profits, voilà la vérité... »

« Les facilités du mirage, les augmentations, « des salaires », « baisse » des prix, « améliorations » de niveau de vie, nous en passons et des milliers... »

« Mais les « alouettes » ne s'y laissent pas prendre... »

« La liste tragique, qui s'allonge chaque jour, des travailleurs victimes des cadences infernales vient tressaillir de facilités du mirage... »

(1) La Verité, n° 281, « Travailleurs, Prenez de la peine ».